



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
Pôle risques accidentels
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-Barthélemy d'Anjou

Saint-Barthélemy d'Anjou, le 09 février 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/01/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOCREDIS

ZI des Malembardières
BP 136
49800 Trélazé

Références : 2024-031_INSP_SOCREDIS-Trélazé_RAP
Code AIOT : 0006301238

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/01/2024 dans l'établissement SOCREDIS implanté ZI des Malembardières BP 136 49800 Trélazé. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCREDIS
- ZI des Malembardières BP 136 49800 Trélazé
- Code AIOT : 0006301238
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Installations de fabrication et de transformation de matières plastiques.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suites de la précédente inspection du 23 juin 2022
- Arrêté préfectoral de mise en demeure (APMED) du 24 août 2022 - art. 1 et 2
- Contrôle par sondage de certaines dispositions de l'arrêté préfectoral (protection des réseaux d'eau potable), de l'arrêté ministériel du 2/2/1998 (plan de gestion des solvants) et du Code de l'environnement (prévention des pertes de granulés de plastique industriel)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Vérification qualité des eaux de refroidissement - Constat du 13/10/2015	Arrêté Préfectoral du 11/02/2009, article 4.3.9	Susceptible de suites	Sans objet
3	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 11/02/2009, article 4.2.2	Susceptible de suites	Sans objet
4	Installations électriques - Constat du 13/10/2015	Arrêté Préfectoral du 11/02/2009, article 7.2.5	Susceptible de suites	Sans objet
6	Foudre : vérification compteurs d'impact foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	/	Sans objet
7	Entretien des moyens d'intervention : extincteurs et RIA	Arrêté Préfectoral du 11/02/2009, article 7.5.2	Susceptible de suites	Sans objet
9	Protection des milieux récepteurs (bassin de confinement, bassin d'orage)	Arrêté Préfectoral du 11/02/2009, article 7.5.7	Susceptible de suites	Sans objet
16	Bruit : émergence et niveaux de bruit	Arrêté Préfectoral du 11/02/2009, articles 6.2.1 et 6.2.2	/	Sans objet
17	Détection incendie : vérification	Arrêté Préfectoral du 11/02/2009, article 7.3.8	Susceptible de suites	Sans objet
18	Protection des milieux récepteurs : test vanne d'isolement	Arrêté Préfectoral du 11/02/2009, article 7.5.7	Susceptible de suites	Sans objet
19	Protection des milieux récepteurs : actionnement vanne	Arrêté Préfectoral du 11/02/2009, article 7.5.7	Susceptible de suites	Sans objet
21	Protection des réseaux d'eau potable	Arrêté Préfectoral du 11/02/2009, article 4.1.2	/	Sans objet
22	Plan de gestion de solvants	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
23	Prévention des pertes de granulés de plastique industriel (GPI)	Code de l'environnement du 01/01/2022, article D541-362	/	Sans objet
24	Prévention des pertes de granulés de plastique industriel (GPI)	Code de l'environnement du 01/01/2022, article D541-364	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Valeurs limites d'émission sur les émissions canalisées (atmosphériques)	Arrêté Préfectoral du 11/02/2009, article 3.2.3	Susceptible de suites	Sans objet
5	Protection contre la foudre - Constat du 13/10/2015	Arrêté Préfectoral du 11/02/2009, article 7.2.7	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
8	Ressources en eau (réserve et poteaux) - Constat du 13/10/2015	Arrêté Préfectoral du 11/02/2009, article 7.5.4	Susceptible de suites	Sans objet
10	Mesures relatives au stockage des produits finis à l'extérieur	Arrêté Préfectoral du 11/02/2009, article 8.1	Susceptible de suites	Sans objet
11	Situation administrative : rubrique 2661-1 - Constat du 13/10/2015	Arrêté Préfectoral du 11/02/2009, article 1.1.4	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
12	Situation administrative : rubrique 2661-2 - Constat du 13/10/2015	Arrêté Préfectoral du 11/02/2009, article 1.1.4	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet
13	Situation administrative : rubrique 2663 - Constat du 13/10/2015	Arrêté Préfectoral du 11/02/2009, article 1.1.4	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
14	Contrôle des rejets atmosphériques - Constat de l'inspection du 13/10/2015	Arrêté Préfectoral du 11/02/2009, article 3.2.4	Susceptible de suites	Sans objet
15	Bruit : contrôle des niveaux sonores - analyse du bruit résiduel	Arrêté Préfectoral du 11/02/2009, article 6.2.4	Susceptible de suites	Sans objet
20	Rétention	Arrêté Préfectoral du 11/02/2009, article 7.4.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Compte-tenu des constats de la présente inspection et des éléments transmis a posteriori (pour la protection contre la foudre), les dispositions des articles 1 et 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 24/08/2022 sont respectées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Valeurs limites d'émission sur les émissions canalisées (atmosphériques)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/02/2009, article 3.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : lors de la visite d'inspection du 23/06/2022 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Équipement - Valeurs limites d'émission des rejets atmosphériques Filtres du site - Concentration en poussière < 10 mg/m ³ Plaxage – Flux en COV < 2 kg/ heure Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapporté à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).
Constats : <u>Inspection du 23/6/2022</u> Le dernier contrôle des rejets atmosphériques par Socotec du 4/2/2016 montrait un respect des valeurs limites d'émission (vle) : - en concentration pour les poussières, - en flux pour les COVtotaux. Toutefois, il précisait que les sections de mesurage des 2 extracteurs de l'atelier plaxage n'étaient pas satisfaisantes (au niveau des longueurs droites amont et aval, au niveau des trappes normalisées...). => Réaliser les actions correctives nécessaires afin de s'assurer que les sections de mesures des deux extracteurs soient conformes aux normes de référence lors des prochains contrôles des rejets atmosphériques. <u>Par courrier reçu le 5/12/2022 et courriel du 7/12/23</u> , l'exploitant a transmis : - les rapports réalisés par l'APAVE (du 8/9/2022 pour les 2 points de rejets de l'atelier plaxage et du 28/06/2022 pour les rejets des extracteurs n°1 et n°2 et des silos de résine et de craie), - le rapport de mesures des rejets atmosphériques du 07/12/2023 par l'APAVE pour les rejets des extracteurs n°1 et n°2 et des silos de résine et de craie. D'après ces rapports, les vle sont

<p>respectées pour ces 2 paramètres.</p> <p>Toutefois, comme lors des mesures de 2016, ces rapports précisait que des écarts aux référentiels normatifs de mesures des installations et des mesures ou analyses avaient été constatés pour les extracteurs n°1 et 2 de l'atelier compound, les rejets des silos résine et craie et des 2 extracteurs de l'atelier plaxage. Les rapports précisait que ces écarts aux référentiels normatifs n'avaient pas d'incidence sur le jugement de conformité (l'incertitude pouvait toutefois être majorée).</p> <p><u>Dans son courrier de décembre 2022</u>, l'exploitant indiquait que l'évaluation des modifications à effectuer avait été réalisée par le service de maintenance et qu'il était prévu d'installer un tuyau droit (de 630 mm de diamètre et 3 m de longueur) possédant une bouche pendant les prélèvements.</p> <p><u>Lors de la visite</u>,</p> <ul style="list-style-type: none"> -le dispositif de prélèvement précité qui est stocké en toiture selon l'exploitant n'a pas pu être visualisé et il a confirmé qu'il avait été mis en œuvre lors de la dernière campagne de mesures de décembre 2023, -les 2 points de rejet des silos ont pu être visualisés ainsi que les extracteurs de l'atelier plaxage et de l'atelier compound. <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
--

N° 2 : Vérification qualité des eaux de refroidissement - Constat du 13/10/2015

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/02/2009, article 4.3.9
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <p>lors de la visite d'inspection du 23/06/2022</p> <p>type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>AP : art. 4.3.9</u></p> <p>La qualité des eaux de refroidissement rejetées aux eaux usées doit être vérifiée systématiquement avant chaque vidange du circuit. Les effluents doivent respecter les caractéristiques suivantes :</p> <p>Paramètre Valeur limite de rejet Norme (ou autre sous réserve de justificatif)</p> <p>Volume annuel < 360 m³</p> <p>Température de rejet < 30°C</p> <p>pH 5.5 < Ph < 8.5 NF T 90008</p> <p>MES < 600 mg /litre NF EN 872</p> <p>DBO₅ < 800 mg /litre NF T 90-103-1</p> <p>DCO < 2000 mg/litre NF T 90 101</p> <p>Azote total (en N) < 60 mg/l NF EN 25663</p> <p>Phosphore total (en P) < 20 mg/l NF EN 1189</p> <p>Hydrocarbures totaux < 10 mg /litre NF T 90114</p> <p>Composés organohalogénés absorbables sur charbon actif (AOX) : total < 0.01 mg/litre NF EN ISO 10301</p> <p>Métaux et métalloïdes somme < 10 mg /litre ISO 11885</p> <p>Le refroidissement en circuit ouvert est interdit sauf autorisation explicite confirmée par le présent arrêté.</p> <p><u>Arrêté ministériel du 2/2/1998 : art. 32</u></p> <p>Les rejets respectent les valeurs limites de concentration suivantes : Cuivre et ses composés : 0,150 mg/L si le rejet dépasse 5 g/j</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Inspection du 23/06/2022</u></p> <p>Lors de la précédente inspection de 2015, la dernière analyse des eaux de refroidissement avant rejet n'avait pas pu être fournie. Au préalable de l'inspection, l'exploitant avait transmis les résultats d'un contrôle inopiné réalisé le 24/2/2021 par Angers Loire Métropole (ALM) des eaux de refroidissement stockées dans un circuit fermé d'une capacité de 180 m³ qui indiquait un</p>

<p>dépassement en concentration pour le paramètre Cuivre (555 µg/L) par rapport à la valeur limite d'émission (vle) de l'AM du 2/2/1998 applicable aux installations à autorisation (0,150 mg/L si le rejet dépasse 5 g/j. Le rapport rappelait également de transmettre les résultats d'analyses avant chaque vidange. Lors de la visite, l'exploitant n'avait pas pu fournir à l'inspection les justificatifs afférents aux rejets (1 fois par an selon l'exploitant) de ses eaux de refroidissement dans le réseau des eaux usées d'ALM et à la vérification de leur qualité par rapport aux valeurs limites d'émission (vle) depuis la précédente inspection. Selon l'exploitant, il n'y avait pas eu encore de rejet en 2022. Par courriel du 04/07/2022, l'exploitant avait précisé :</p> <ul style="list-style-type: none"> - que les volumes d'eaux rejetés étaient de l'ordre de 180 m³ en 2019, 2020 et 2021, - qu'il avait redemandé à ALM la copie des contrôles inopinés effectués, - qu'il s'engageait dorénavant à réaliser un contrôle des eaux de refroidissement afin de valider la possibilité de vidanger son système durant la période de fermeture estivale prévue en juillet (transmission d'un bon de commande du 30/06/2022 auprès de la société INOVALYS pour une campagne de prélèvements et d'analyses de ses rejets aqueux). <p>=> Vérifier systématiquement la qualité des eaux de refroidissement rejetées aux eaux usées avant chaque vidange du circuit.</p> <p>=> Transmettre le rapport d'analyses des eaux de refroidissement avant rejet dans le réseau d'ALM de juillet 2022.</p> <p>=> Tenir à disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs afférents au respect des valeurs limites d'émission des eaux de refroidissement rejetées dans le réseau d'ALM.</p> <p>Par courrier reçu le 5/12/2022, l'exploitant a transmis les analyses des eaux de refroidissement avant rejet du 12/07/2022 et du 21/10/2022 et un extrait du registre de suivi de la qualité des rejets aqueux. Les vle de l'AP ont été respectées lors de ces 2 analyses. Toutefois, <u>compte tenu des dépassements en concentration relevés lors des 2 analyses en 2022 pour le paramètre Cuivre par rapport à la vle de l'AM du 2/2/1998 (concentrations mesurées de 1 240 µg/L et 1 520 µg/L)</u>, une demande de dérogation ponctuelle pour rejet des eaux de refroidissement vers la STEP d'ALM a été transmise par courrier du 16/11/2022 avec les actions correctives réalisées et programmées par l'exploitant.</p> <p>Par courriel du 01/12/23, l'exploitant a transmis les analyses des eaux de refroidissement du 03/02/2023 et du 09/06/2023 et un extrait du registre de suivi de la qualité des rejets aqueux montrant un respect des vle de l'AP. Les concentrations en Cuivre mesurées étaient de 55 et 34 µg/L.</p> <p>Par courriel du 11/01/2024, l'exploitant a transmis les analyses des eaux de refroidissement avant rejet du 5/12/2023 sans les éléments démontrant le respect des vle de l'AP.</p> <p><u>Lors de la visite,</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - l'exploitant a remis un exemplaire de la convention de rejet entre SOCREDIS et ALM du 25/2/2008 qui ne définit pas de vle en concentration pour le Cuivre. D'autre part, ALM a donné son accord par courriel du 9/12/2022 pour le rejet suite aux analyses du 21/10/2022, - le registre de suivi de la qualité des eaux a pu être consulté et montre l'absence de dépassement pour les dernières mesures du 5/12/2023 par rapport aux vle de l'AP, - le point de prélèvement situé au niveau du local pompe a pu être visualisé. <p>Toutefois, <u>l'exploitant n'a pas pu démontrer que les volumes annuels rejetés en 2022 et 2023 étaient inférieurs à la valeur limite maximale de 360 m³ qui correspond à 2 fois la capacité de stockage des rejets aqueux. Le suivi de ce paramètre et des dates de rejet vers le réseau des eaux usées d'ALM ne sont pas intégrés au registre de suivi de la qualité des eaux de rejet.</u> Il est à noter que 3 analyses ont été réalisées en 2023.</p> <p>Observations :</p> <p>=> Justifier du respect du volume maximal de rejet (pour 2022 et 2023) et en assurer une traçabilité.</p> <p>=> Veiller à respecter la valeur limite d'émission en concentration du paramètre Cuivre de l'arrêté ministériel du 2/2/1998 dorénavant opposable à l'établissement.</p> <p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
--

N° 3 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/02/2009, article 4.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : lors de la visite d'inspection du 23/06/2022 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours. Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître : <ul style="list-style-type: none"> - l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ; - les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, l'implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire,...) ; - les secteurs collectés et les réseaux associés ; - les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) ; - les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu) ; - les ouvrages de confinement internes et les dispositifs de déconnexion ou de régulation de débit.
Constats : <u>Inspection du 23/06/2022</u> L'exploitant avait présenté lors de la visite un "plan de récolement voirie et réseaux divers" du 30/08/2011 où étaient représentés les réseaux d'eaux pluviales et certains ouvrages (réserve incendie, les deux bassins de rétention, vanne d'isolement du site). Toutefois, il n'avait pas été en mesure de présenter un plan des réseaux d'alimentation en eau potable avec l'éventuel dispositif de protection de son alimentation et du réseau des eaux usées. => Tenir à disposition de l'inspection des installations classées un plan des réseaux d'alimentation en eau potable et des eaux usées répondant aux exigences de l'article 4.2.2 de l'arrêté préfectoral du 11/02/2009. <u>Par courrier reçu le 5/12/2022</u> , l'exploitant a transmis un plan des réseaux mis à jour intégrant selon lui l'alimentation en eau potable et le réseau des eaux usées. <u>Au jour de la visite</u> , le plan des réseaux précité n'a pas été mis à jour. <u>Ce plan n'est pas daté et ne comprend pas de légendes.</u>
Observations : => Tenir à disposition de l'inspection des installations classées un plan des réseaux d'alimentation en eau potable et des eaux usées répondant aux exigences de l'article 4.2.2 de l'arrêté préfectoral du 11/02/2009. Il devra notamment comporter une date, une légende et l'emplacement du futur disjoncteur (cf fiche de constat Protection des réseaux d'eau potable).
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 4 : Installations électriques - Constat du 13/10/2015

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/02/2009, article 7.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : lors de la visite d'inspection du 23/06/2022 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes françaises qui lui sont applicables. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle du paratonnerre éventuel. Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. Un contrôle annuel par thermographie infrarouge des armoires électriques ou autre système

équivalent permettra de déceler la présence de température de surface inhabituelle.

Constats :

Inspection du 23/06/2022

Lors de la précédente inspection, il avait été demandé à l'exploitant de formaliser le suivi des actions au regard des contrôles réalisés. En amont de l'inspection, l'exploitant avait transmis :

- le rapport de maintenance du 12/10/2021 par la société VFE (postes de transformation extrusion, groupe froid, compound, batteries, armoire basse tension (BT) et éclairage de sécurité) qui faisait état d'un mauvais état des cellules d'armoires de distribution BT (coffrages),
- le rapport de maintenance préventive des transformateurs du 12/08/2021 par Schneider Electric : absence d'anomalies,
- le compte-rendu de réglage et d'essai de protection suivant la norme NF C13-100 du 11/8/2021 du poste de livraison : absence d'anomalies,
- le rapport de vérification des installations électriques par thermographie infrarouge du 4/2/2022 (contrôle du 24-31 janvier 2022) et l'attestation Q19 présentant 3 anomalies de priorité 1 (action immédiate), 10 anomalies de priorité 2 (action sous 2 mois à compter de la réception du rapport) et 10 anomalies de priorité 3 (action à réaliser avant le prochain contrôle).

Au jour de la visite, l'exploitant n'avait pas pu fournir d'éléments afin de justifier que les anomalies du rapport de vérification des installations électriques par thermographie infrarouge du 4/2/2022 avaient été traitées. Le précédent contrôle par thermographie datait du 20/3/2019, la fréquence annuelle de contrôle n'était donc pas respectée.

Par courrier électronique du 04/07/2022, l'exploitant avait transmis un état d'avancement des travaux (réalisés en interne) visant à corriger notamment les 13 anomalies de priorité 1 & 2 du dernier rapport de contrôle des installations électriques par thermographie du 4/2/2022. Au 4/7/2022, subsistaient 4 anomalies de priorité 2 et 4 anomalies de priorité 3.

=> Respecter la fréquence annuelle de contrôle des armoires électriques ou autre système équivalent par thermographie infrarouge.

=> Réaliser les travaux nécessaires, suite aux observations formulées dans le rapport de contrôle des installations électriques par thermographie infrarouge du 4/2/2022, afin d'atteindre un bon état d'entretien des installations électriques.

Par courrier reçu le 5/12/2022 et courriel du 1/12/23, l'exploitant a transmis :

- le rapport de vérification des installations électriques par SOCOTEC par thermographie infrarouge du 7/4/2023 (contrôle du 5/4/2023),
- l'attestation Q19 présentant 13 nouvelles anomalies et 6 anomalies restantes de 2022 dont 2 anomalies de priorité 1 (action immédiate), 10 anomalies de priorité 2 (action sous 2 mois à compter de la réception du rapport) et 7 anomalies de priorité 3 (action à réaliser avant le prochain contrôle) et l'état d'avancement du traitement des anomalies relevées dans ce dernier au 7/12/2023 (anomalies restantes : une anomalie de priorité 1 de 2022, 5 anomalies de priorité 2 dont 4 de 2022 et une anomalie de priorité 3),
- le rapport de vérification des installations électriques par SOCOTEC du 23/11/2022 (contrôle du 14-16/11/2022) faisait état de 178 observations, le rapport de vérification des installations électriques par SOCOTEC du 27/11/2023 faisant état de 75 observations.

Lors de la visite, l'exploitant :

- n'a pas pu présenter les justificatifs de traitement de certaines anomalies qui aurait été effectué et une actualisation de l'état d'avancement des 7 anomalies restantes (dont 1 de priorité 1 et 2 priorité 2 de 2022, 3 de priorité 2 et 1 de priorité 3) issues du rapport de vérification des installations électriques par SOCOTEC par thermographie infrarouge du 7/4/2023,
- a présenté le dernier rapport de vérification des installations électriques par SOCOTEC du 29/11/2023 (au titre des assureurs, vérification Q18) qui conclut que les installations électriques ne peuvent pas entraîner de risques d'incendie et d'explosion,
- n'a pas pu présenter l'état d'avancement des 75 anomalies relevées dans le rapport de vérification de SOCOTEC du 27/11/2023.

Observations :

Par courrier électronique du 22/01/2024, l'exploitant a transmis :

- l'état d'avancement au 19/1/2024 des anomalies restantes issues du rapport de vérification des installations électriques par SOCOTEC par thermographie infrarouge du 7/4/2023 : 1 anomalie de priorité 2 de 2022 (installation mise hors service dans l'attente du traitement),

<p>- l'état d'avancement au 19/1/2024 des anomalies relevées dans le rapport de vérification de SOCOTEC du 27/11/2023: 54 anomalies restantes. => Réaliser les travaux nécessaires, suite aux observations formulées dans les rapports de contrôle des installations électriques du 7/4/2023 (par thermographie infrarouge) et du 27/11/2023, afin d'atteindre un bon état d'entretien des installations électriques.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>

N° 5 : Protection contre la foudre - Constat du 13/10/2015

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/02/2009, article 7.2.7</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Prévention risque incendie</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : lors de la visite d'inspection du 23/06/2022 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Prescription contrôlée : <u>AP du 11/02/2009</u> : article 7.2.7 La protection contre les risques de la foudre et la mise en application visée à cet article répond aux attendus de l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008 ou autres textes venant s'y substituer ou le compléter. <u>APMED du 24/08/2022</u> Article 1: La société SOCREDIS, exploitant des installations de fabrication et de transformation de matières plastiques, située zone industrielle des Malembardières sur la commune de Trélazé, est mise en demeure de respecter : I - les dispositions des articles 19, 20, 21 et 22 de l'AM modifié du 04 octobre 2010 susvisés : Dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté : - en installant des dispositifs de protection et en mettant en place des mesures de prévention, par un organisme compétent, répondant aux exigences de l'étude technique (ET) réalisée suite à l'ARF susvisée (art. 20). Dans un délai de 4 mois à compter de la notification du présent arrêté : - en réalisant une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, après l'installation des protections définies dans l'ET (art. 21), - en tenant à jour un carnet de bord (art. 19), - en tenant en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre (ARF), l'ET, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications (art. 22). Article 2 : L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, dans les délais mentionnés à l'article 1 à compter de la notification du présent arrêté, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1.</p>
<p>Constats : <u>Inspection du 23/06/2022</u> En amont de la visite et en réponse à la demande de transmission du carnet de bord des installations, l'exploitant avait uniquement transmis l'ARF du 12/11/2015 effectuée par l'APAVE concluant à la nécessité de réaliser une ET et donc de mettre en place les dispositifs définis dans cette ET (au plus tard 2 ans après l'ARF). Il avait été constaté que l'exploitant n'avait pas été en capacité de fournir à l'IIIC les autres documents afférents à la protection contre la foudre (art. 22 de l'AM du 4/10/2010). En particulier, l'exploitant n'avait pas été en mesure de présenter : - l'ET qui était à réaliser par un organisme compétent suite à l'ARF du 12/11/2015 précitée ainsi que la notice de vérification et de maintenance - art. 19 de l'AM du 4/10/2010, - les justificatifs afférents à l'installation des dispositifs de protection et à la mise en place des mesures de prévention, par un organisme compétent, à l'issue de l'ET, au plus tard 2 ans après l'élaboration de l'ARF - art. 20 de l'AM du 4/10/2010, - le rapport de vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après l'installation des protections définies dans l'ET - art. 21 de l'AM du 4/10/2010.</p>

D'autre part, l'exploitant a indiqué :

- qu'il ne réalisait pas de vérifications visuelles annuellement par un organisme compétent - art. 21 de l'AM du 4/10/2010,
- que l'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations ne faisait pas l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent - art. 21 de l'AM du 4/10/2010.

Enfin, il n'a pas été constaté lors de la visite la présence de dispositif de type paratonnerre sur le bâtiment.

Par courrier électronique du 4/7/2022, l'exploitant avait transmis un bon de commande du 29/06/2022 auprès de la société APAVE pour la réalisation de l'étude technique.

I- Justificatifs attestant du respect de l'APMED

Par courrier reçu le 5/12/2022, l'exploitant a transmis à l'IIC l'ET du 26/09/2022 par l'APAVE définissant les moyens à mettre en place (un parafoudre de type 1, un parafoudre de type 2 au niveau de l'alimentation des tableaux alarme incendie, 4 compteurs d'impact foudre au niveau des TGBT 3 à 6 et des consignes) et des devis de la société VFE du 21/11/2022 pour la réalisation des travaux et de la société APAVE du 14/11/2022 pour la programmation d'une vérification initiale. Les travaux de mise en conformité devaient être réalisés au plus tard en août 2023 lors de la fermeture annuelle de l'usine.

Par courriel du 01/12/23, l'exploitant a transmis le carnet de bord des installations de protection contre la foudre qui fait uniquement état d'une vérification initiale par l'APAVE le 28/11/2023 (travaux non renseignés).

II- Retour à la conformité

Lors de la visite, l'exploitant :

- n'a pas été en mesure de fournir des justificatifs de la réalisation des travaux de l'ET qui auraient eu lieu en août et novembre 2023 par la société VFE (travaux réalisés au delà de l'échéance des 2 mois fixés par l'APMED). Lors d'un contrôle par sondage, il a été constaté la présence de compteurs d'impact foudre au niveau des TGBT 3 et 4,
- n'a pas été en mesure de présenter le rapport de vérification initiale réalisée le 28/11/2023 par l'APAVE suite aux travaux prescrits par l'ET,
- a présenté la notice de vérification du 22/9/2022 et le carnet de bord qui ne comprend pas la nature et les dates de réalisation des travaux suite à l'ET,
- a confirmé qu'une vérification visuelle des installations de protection contre la foudre serait réalisée en 2024.

Observations :

Par courriers électroniques des 22 et 26 janvier 2024, l'exploitant a transmis :

- un bon d'intervention de la société VFE relatif aux travaux réalisés entre août et décembre 2023 en lien avec l'étude technique foudre,
- les rapports de vérification initiale de la société APAVE du 18/01/2024 (avec réserves) et du 26/01/2024 (sans réserves),
- le bon d'intervention du 25/01/2024 de la société VFE relatif à la levée des réserves suite au 1^{er} rapport de vérification initiale du 18/01/2024,
- le carnet de bord mis à jour avec l'ensemble des travaux réalisés suite à l'étude technique et aux 2 vérifications initiales précitées.

=> Compte tenu des constats de la présente inspection et des éléments transmis a posteriori, l'IIC considère que les dispositions des art. 1 et 2 de l'APMED du 24/08/2022 sont respectées sur ce point.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Foudre : vérification compteurs d'impact foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21

Thème(s) : Risques accidentels, Foudre : vérification compteurs d'impact foudre

Prescription contrôlée :

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum

d'un mois, par un organisme compétent.
Constats : Suite à la réalisation des travaux prescrits par l'étude technique des compteurs d'impact foudre ont été installés notamment au niveau des TGBT dont il a été constaté la présence au niveau des TGBT n°3 et 4. A ce jour, il n'y a pas de vérification périodique (mensuelle par exemple) des compteurs d'impact foudre afin de s'assurer de l'absence d'impact.
Observations : => Mettre en place une organisation permettant de s'assurer qu'une vérification visuelle des installations de protection contre la foudre serait réalisée dans un délai maximal d'un mois après un impact (mise en place de vérification périodique des compteurs et leur traçabilité par exemple).
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 7 : Entretien des moyens d'intervention : extincteurs et RIA

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/02/2009, article 7.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Protection risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : lors de la visite d'inspection du 23/06/2022 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : <u>Inspection du 23/06/2022</u> - <u>Extincteurs</u> : La dernière vérification avait été effectuée par la société Multiprotec le 22/9/2021 ; - <u>RIA</u> : La dernière vérification avait été faite par SONATECH le 8/2/2016 (certificat Q5 ne faisant état d'aucune non-conformité ou proposition d'amélioration). L'exploitant avait indiqué qu'il n'y avait pas eu de nouvelle vérification depuis 2016 et qu'il avait réalisé un devis auprès de la société APS (non présenté). Lors d'un contrôle par sondage des équipements, il avait été constaté que 2 RIA étaient inaccessibles dans les zones de stockage Outillage et Matières Premières. Par courrier électronique du 4/7/2022, l'exploitant avait transmis un bon de commande auprès de la société APS du 27/6/2022 pour la réalisation d'une vérification des RIA. => Maintenir les RIA accessibles. <u>Par courrier reçu le 5/12/2022</u> , l'exploitant a transmis la vérification des RIA par APS SERVICES du 12/9/2022 selon le référentiel APSAD R5 suivi par l'exploitant. Le certificat Q5 du 14/09/2022 fait état : - de 4 non conformités : absences de visite trimestrielle, de maintenance annuelle entre 2016 et 2022, 2 RIA en DN25 au lieu de DN33 dans la zone stockage profilés, la zone atelier prototypes n'est pas couverte par 2 RIA, - et de 4 propositions d'amélioration : mettre en place une visite trimestrielle, prévoir une maintenance annuelle par une entreprise certifiée, remplacer des RIA DN25 par des RIA DN33 et prévoir l'ajout de RIA dans la zone atelier prototypes. Selon l'exploitant, les observations émises dans ce rapport étaient en cours de traitement par SOCREDIS. Les bons d'intervention permettant de lever ces réserves seraient envoyés à l'administration après leur réception. Les contrôles de RIA selon le référentiel N5 seront dorénavant réalisés périodiquement (contrôle annuel et décennal). <u>Lors de la visite</u> - <u>Extincteurs</u> : la dernière vérification par la société Multiprotec du 3/11/2023 était disponible (selon l'exploitant les observations auraient été levées). Il n'a pas été relevé de désordre particulier

<p>relatif à l'affichage ou à l'accessibilité des extincteurs lors du contrôle par sondage des installations.</p> <p>- <u>RIA</u> : L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir le certificat N5 en lien avec le référentiel APSAD R5 qu'il suivrait. Il n'y a pas eu de nouvelle vérification depuis celle réalisée le 12/9/2022 par APS Service. L'exploitant a indiqué qu'une nouvelle vérification serait effectuée en 2024 (bon de commande non disponible au jour de la visite). <u>Sur les 4 non conformités relevées lors de la dernière vérification, une seule a été traitée</u> (le remplacement de 2 RIA de DN25 en DN33 : RIA n°11 et 21 visualisés lors de la visite ainsi que la facture d'APS du 29/3/2023). Il n'a pas été relevé de désordre particulier relatif à l'affichage ou à l'accessibilité des RIA lors du contrôle par sondage des installations.</p>
<p>Observations :</p> <p>=> Maintenir les RIA en bon état en réalisant les actions correctives identifiées dans le dernier rapport de vérification d'APS SERVICES du 12/9/2022.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>

N° 8 : Ressources en eau (réserve et poteaux) - Constat du 13/10/2015

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/02/2009, article 7.5.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Protection risque incendie</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : lors de la visite d'inspection du 23/06/2022 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</p>
<p>Prescription contrôlée : L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : - une réserve d'eau constituée au minimum de 800 m³ en toutes circonstances. Cette réserve d'eau est à rendre opérationnelle au plus tard au moment de la mise en service de l'extension de l'atelier extrusion (TITRE 10) ; - deux poteaux incendie implantés à moins de 200 mètres du site et conformes à la norme NFS 61-213 et capables chacun de fournir un débit de 60 m³/h minimum sous une pression dynamique de 1 bar ;</p>
<p>Constats : <u>Inspection du 23/06/2022</u> Lors de l'inspection du 13/10/2015, il avait été demandé à l'exploitant de s'assurer du débit et de la pression des poteaux incendie. Lors de la visite, il avait pu être constaté la présence d'une réserve incendie dont la fonction et la capacité n'étaient pas signalées. Elle n'était pas équipée d'un dispositif (graduation, échelle de niveau...) permettant de s'assurer qu'un volume minimal de 800 m³ était disponible en toutes circonstances. L'exploitant avait confirmé qu'il n'y avait pas eu de mesures de débit unitaire et en fonctionnement simultané des 2 poteaux incendie situés sur le domaine public depuis la précédente inspection. => Mettre en place un dispositif permettant de s'assurer que la réserve incendie du site dispose en toutes circonstances d'un volume minimal de 800 m³. => Réaliser des mesures de débits (unitaires et en fonctionnement simultané) des 2 poteaux incendie situés sur le domaine public afin de s'assurer que ces moyens sont capables de fournir les objectifs définis à l'art. 7.5.4 de l'AP du 11/02/2009 (débit de 60 m³/h minimum sous une pression dynamique de 1 bar). <u>Par courrier reçu le 5/12/2022</u>, l'exploitant a transmis : - des photos montrant la mise en place d'une affiche précisant la fonction du bassin, sa capacité et d'un indicateur visuel (bouée flottant ou non) permettant de s'assurer du volume suffisant du bassin, - les résultats des mesures de débits (unitaires et en fonctionnement simultané) des 2 poteaux incendie situés sur le domaine public (n°11137 et 11184 faits par ALM le 05/10/2022) respectant les débits de l'AP. <u>Lors de la visite</u>, il a pu être constaté la présence de l'affichage précité au niveau du bassin incendie. Au jour de la visite, la bouée flottait indiquant ainsi la présence d'un volume minimal de 800 m³ d'eau. L'accès à l'aire de stationnement pour les engins de SDIS est actuellement limité par</p>

des barrières mobiles. L'exploitant a indiqué qu'un marquage au sol serait prochainement mis en place pour délimiter cette aire.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Protection des milieux récepteurs (bassin de confinement, bassin d'orage)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/02/2009, article 7.5.7
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des eaux d'extinction
Point de contrôle déjà contrôlé : lors de la visite d'inspection du 23/06/2022 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 1 500 m ³ avant rejet vers le réseau menant au bassin tampon de la zone industrielle. Ce bassin est à réaliser au plus tard au moment de la mise en exploitation de l'extension (TITRE 10). Pour l'atelier de granulation, une rétention spécifique permet de recueillir les eaux d'un éventuel incendie. La vidange des bassins suivra les principes imposés par l'article traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées. Ils sont maintenus en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation.
Constats : <u>Inspection du 23/06/2022</u> Le site dispose de 2 bassins de rétention équipés de géomembranes : - un bassin de rétention principal relié à un exutoire avec le milieu extérieur dont la fonction et la capacité n'étaient pas signalées. Il n'était pas équipé de dispositif (marquage, échelle de niveau...) permettant de s'assurer que la capacité minimale de rétention de 1 500 m ³ était disponible en permanence (présence d'eaux pluviales dans le bassin au jour de la visite), - un 2 ^e bassin de rétention à proximité de l'atelier Compound dont la fonction et la capacité n'étaient pas signalées. Il n'était pas équipé de dispositif (marquage, échelle de niveau...) permettant de s'assurer que la capacité minimale de rétention nécessaire est disponible en permanence (présence d'eaux pluviales au fond du bassin au jour de la visite). => Mettre en place un dispositif permettant de s'assurer que le bassin de rétention principal du site dispose en toutes circonstances d'un volume minimal de rétention de 1 500 m³. Le 2^e bassin de rétention devrait être équipé d'un système similaire (nécessité de déterminer au préalable le volume minimal de rétention nécessaire). <u>Par courrier reçu le 5/12/2022</u> , l'exploitant a transmis des photos montrant l'installation d'affichages au niveau des 2 bassins de rétention et indiquant leur fonction, leur capacité (1700 et 350 m ³) et les dispositifs (bouées) permettant de s'assurer que les capacités minimales de rétention étaient disponibles en permanence. <u>Lors de la visite</u> , l'exploitant a confirmé que les capacités affichées au niveau de ces 2 bassins étaient leurs capacités utiles de 1700 et 350 m ³ . Il a pu être constaté la présence des affichages précités au niveau des 2 bassins de rétention. Au jour de la visite, le volume minimal de rétention de 350 m ³ était disponible dans le bassin de rétention associé à l'atelier compound (bouée ne flottant pas). Par contre, <u>compte tenu des précipitations intervenues les jours précédents, le bassin de rétention principal ne disposait pas d'une capacité minimale de 1 500 m³ (bouée flottant).</u> D'autre part, <u>divers déchets "verts" étaient présents dans le bassin de rétention principal.</u> L'exploitant a indiqué qu'il n'y avait jamais eu de nettoyage/curage de ce bassin prévu à l'été 2024. <u>Des déchets "verts" étaient également présents dans le bassin de rétention à proximité de l'atelier Compound.</u>
Observations : => En cas de précipitations abondantes, réduire la période d'indisponibilité de la capacité minimale de rétention des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie en mettant en œuvre le cas échéant des mesures transitoires.

=> S'assurer que les bassins de rétention du site disposent en toutes circonstances des volumes minimum de rétention et qu'ils peuvent assurer leur fonction en réalisant un nettoyage et une vérification de l'état de la géomembrane réguliers de ces derniers.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 10 : Mesures relatives au stockage des produits finis à l'extérieur

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/02/2009, article 8.1
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention du risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : lors de la visite d'inspection du 23/06/2022 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Les stockages de produits finis situés à l'extérieur des locaux abritant des installations relevant des rubriques 2661, 2662 ou 2663, doivent être séparés des murs extérieurs de ces locaux par un espace libre d'au moins 5 mètres. Ils sont implantés à 15 mètres minimum des limites de propriétés.
Constats : <u>Inspection du 23/06/2022</u> Lors du contrôle par sondage des installations extérieures de stockage, il avait été constaté : - la présence de stockages temporaires, selon l'exploitant, de profilés le long de l'atelier plaxage (en attente d'expédition) et à proximité des silos (utilisés comme pare-bruit dans l'attente de la réalisation d'un mur anti-bruit), - l'absence de marquage au sol délimitant les nombreuses zones de stockage et de plan récent à une échelle adaptée des stockages, - la présence de stockages à proximité de l'ancienne limite de propriété (distance inférieure à 15 m). Toutefois, l'exploitant avait indiqué avoir acheté les terrains situés au-delà de cette limite. => Justifier du respect des distances minimales d'éloignement des stockages extérieurs de produits finis par rapport aux locaux abritant des installations relevant des rubriques 2661, 2662 et 2663 et aux limites de propriété en transmettant : - un plan à jour et à une échelle adaptée définissant les aires de stockages extérieurs des produits finis, - un justificatif de la modification de la limite de propriété. <u>Par courrier reçu le 5/12/2022</u> , l'exploitant a transmis : - un plan définissant les aires de stockage extérieurs avec la représentation de la limite des 5 m avec les murs extérieurs, constituant une "projection de ce qui sera mis en place pour répondre aux exigences actuellement imposées par la réglementation", - l'attestation de vente des parcelles cadastrales 2-AM, 20-AM, 22-AM, 693-AN et 694-AN qui éloigne les limites du site et permet à SOCREDIS de respecter ses distances d'éloignement aux limites de propriété. <u>Au jour de la visite :</u> L'exploitant a confirmé que la nouvelle organisation des stockages des profilés (intérieur et extérieur), des granulés et des pièces injectées décrite dans le porter à connaissance (PAC) de novembre 2022 et reprise sur un plan annexé à ce dernier n'était pas effective compte-tenu de l'absence de décision préfectorale sur son dossier de PAC (point non vérifié lors de la visite). Il a été constaté lors d'un contrôle par sondage des installations l'absence de marquage au sol délimitant les nombreuses zones de stockage et l'absence de stockage à une distance inférieure à 15 m avec les limites de propriété.
Observations : => cf fiche de constat situation administrative : rubrique 2663.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Situation administrative : rubrique 2661-1 - Constat du 13/10/2015

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/02/2009, article 1.1.4
Thème(s) : Situation administrative, Rubrique 2661-1

Point de contrôle déjà contrôlé :

lors de la visite d'inspection du 23/06/2022

type de suites qui avaient été actées : Avec suites

suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

Prescription contrôlée :

AP : 2661-1.a : régime A

Installations de mélange des matières premières et de granulation : 31 tonnes / jour

Installations de transformation des compounds en profilés : 36 tonnes / jour

Rubrique 2661 actuellement en vigueur

Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques)
(transformation de)

1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant :

a) Supérieure ou égale à 70 t/j : A

b) Supérieure ou égale à 10 t/j mais inférieure à 70 t/j : E

c) Supérieure ou égale à 1 t/j, mais inférieure à 10 t/j : D

APMED du 24/08/2022

Art. 1 : La société SOCREDIS, exploitant des installations de fabrication et de transformation de matières plastiques, située zone industrielle des Malembardières sur la commune de Trélazé, est mise en demeure de respecter :

II - les dispositions de l'article R181-46 du Code de l'environnement susvisé :

Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, en portant à la connaissance du Préfet de Maine-et-Loire les modifications intervenues au titre :

- de la rubrique 2661-1 avec tous les éléments d'appréciation conformément aux dispositions de l'article R181-46 du Code de l'environnement afin de confirmer son caractère non-substantiel. Le dossier de porter à connaissance est accompagné d'une demande d'examen au cas par cas selon le formulaire CERFA n° 14734*03 afin de déterminer si ce projet de modification doit être soumis à évaluation environnementale.

Art. 2 : L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, dans les délais mentionnés à l'article 1 à compter de la notification du présent arrêté, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1.

Constats :Inspection du 23/6/2022

Suite à la modification de la rubrique 2661 et l'instauration du régime de l'enregistrement par le décret 2013-1301 du 27/12/2013, les installations autorisées au titre de la rubrique 2661-1 de l'AP (31 + 36 soit 67 tonnes/jour) relevaient dorénavant du régime de l'enregistrement. L'exploitant n'avait pas demandé que ses installations soient gérées via les règles de procédure de l'enregistrement et transmis le document visé au D181-15-2bis du Code de l'environnement. L'AP du 11/02/2009 restait donc applicable et le site restait soumis à la procédure d'autorisation environnementale. D'autre part, dans le cadre des suites de la visite du 13/10/2015, il avait été demandé à l'exploitant par courrier préfectoral du 12/8/2016 de transmettre un tableau récapitulatif du classement de ses installations. Aucun élément n'avait été transmis par l'exploitant. Lors de la visite, l'exploitant avait remis un suivi des quantités de matières traitées quotidiennement pour la fabrication de granulés depuis 2015 et pour la transformation de compounds en profilés et pièces injectées depuis janvier 2010. Il en ressortait :

- des dépassements récurrents depuis janvier 2010 de la quantité maximale journalière autorisée (36 tonnes/jour) pour la transformation des compounds en profilés avec un maximum en janvier 2017 de l'ordre de 47 tonnes/jour,

- des dépassements récurrents depuis 2015 de la quantité maximale journalière autorisée (31 tonnes/jour) pour la fabrication de granulés avec un maximum observé en 2020 de l'ordre de 85 tonnes/jour,

- des dépassements récurrents depuis 2015 du seuil de l'autorisation de la rubrique 2661-1 (70 tonnes/jour) pour les 2 activités exercées.

Cette modification notable n'avait pas été portée à la connaissance du préfet avant sa réalisation

<p>avec l'ensemble des éléments d'appréciation conformément à l'article R181-46 du Code de l'environnement. Il était à noter que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - cette extension de capacité en conduisant au dépassement du seuil de l'autorisation constituait une modification devant faire l'objet d'un examen au cas par cas au titre de la rubrique 1 du tableau annexé à l'art. 122-2 du Code de l'environnement afin de déterminer si ce projet de modification devait être soumis à évaluation environnementale, - la nature des dangers et des inconvénients induits par cette modification pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement n'étaient pas disponibles. <p>Il ne pouvait être établi, à ce stade, que cette modification notable pouvait être considérée comme substantielle au sens de l'article R181-46 du Code de l'environnement. Il ne pouvait donc être proposé de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation administrative en déposant un dossier d'autorisation environnementale au titre de l'article L171-7 du Code de l'environnement.</p> <p>I- Justificatifs attestant du respect de l'APMED</p> <p>Par courrier reçu le 5/12/2022, l'exploitant a informé le préfet qu'il avait transmis le 23/11/2022 un dossier de porter-à-connaissance (PAC) des modifications intervenues au titre de la rubrique 2661-1 et un dossier de demande d'examen au cas-par-cas (rubrique 2661.1). Par arrêté du 16/12/2022, l'autorité environnementale a dispensé ce projet de modification d'étude d'impact. Selon ce PAC, la quantité maximale susceptible d'être traitée est de 120,7 t/j (régime : autorisation) et cette modification notable n'est pas considérée comme substantielle. Le dossier de PAC inclut une revue des dispositions à l'AM du 27/12/2023 (2661, régime E). Ce dossier est en cours d'instruction par l'IIC.</p> <p>II- Retour à la conformité</p> <p>L'exploitant a remis lors de la visite un suivi des quantités de matières traitées quotidiennement pour la fabrication de granulés et pour la transformation de compounds en profilés et pièces injectées entre le 1/7/2023 et le 31/12/2023 qui montre un respect de la quantité maximale déclarée dans le PAC du 23/11/2022 (< 120,7 t/j).</p> <p>Observations :</p> <p>=> Compte tenu des constats de la présente inspection, l'IIC considère que les dispositions des art. 1 et 2 de l'APMED du 24/08/2022 sont respectées sur ce point.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Situation administrative : rubrique 2661-2 - Constat du 13/10/2015

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/02/2009, article 1.1.4
Thème(s) : Situation administrative, Rubrique 2661-2
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <p>lors de la visite d'inspection du 23/06/2022</p> <p>type de suites qui avaient été actées : Avec suites</p> <p>suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>AP : 2661-2A : régime A</p> <p>Mise en forme : 36 tonnes / jour</p> <p><u>Rubrique 2661-2 actuellement en vigueur</u></p> <p>Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de)</p> <p>2. Par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 20 t/j E :</p> <p>b) Supérieure ou égale à 2 t/j, mais inférieure à 20 t/j : D</p> <p><u>APMED du 24/08/2022</u></p> <p>Art. 1 : La société SOCREDIS, exploitant des installations de fabrication et de transformation de matières plastiques, située zone industrielle des Malembardières sur la commune de Trélazé, est mise en demeure de respecter :</p> <p>II - les dispositions de l'article R181-46 du Code de l'environnement susvisé :</p>

Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, en portant à la connaissance du Préfet de Maine-et-Loire les modifications intervenues au titre :

- des rubriques 2661-2 et 2663-2 avec tous les éléments d'appréciation conformément aux dispositions de l'article R181-46 du Code de l'environnement afin de confirmer leurs caractères non-substantiels,

Art. 2 : L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, dans les délais mentionnés à l'article 1 à compter de la notification du présent arrêté, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1.

Constats :

Inspection du 23/6/2022

Suite à la modification de la rubrique 2661 et l'instauration du régime de l'enregistrement (avec la disparition du régime de l'autorisation pour la 2661-2) par le décret 2013-1301 du 27/12/2013, les installations autorisées au titre de la rubrique 2661-2 (36 tonnes/jour) relevaient dorénavant du régime de l'enregistrement. L'exploitant n'avait pas demandé que ses installations soient gérées via les règles de procédure de l'enregistrement et transmis le document visé au D181-15-2bis. L'AP du 11/02/2009 restait donc applicable et le site soumis à la procédure d'autorisation environnementale. D'autre part, dans le cadre des suites de la visite du 13/10/2015, il avait été demandé à l'exploitant par courrier préfectoral du 12/8/2016 de transmettre un tableau récapitulatif du classement de ses installations. Aucun élément n'avait été transmis par l'exploitant. Lors de la visite, l'exploitant avait remis un suivi des quantités de matières traitées quotidiennement par le broyeur (depuis janvier 2015) et par les installations de transformation de compounds en profilés et pièces injectées depuis janvier 2010. Il en ressortait des dépassements réguliers depuis janvier 2010 de la quantité maximale journalière de mise en forme autorisée (36 tonnes/jour) avec un maximum en janvier 2017 de l'ordre de 47 tonnes/jour. Cette modification notable n'avait pas été portée à la connaissance du préfet avant sa réalisation avec l'ensemble des éléments d'appréciation conformément à l'article R181-46 du Code de l'environnement. Il était à noter que :

- cette extension de capacité en elle-même était inférieure au seuil de l'enregistrement de cette rubrique (20 tonnes/jour) et ne devrait donc pas faire l'objet d'un examen au cas par cas au titre de la rubrique 1 du tableau annexé à l'art. 122-2 du Code de l'environnement,

- la nature des dangers et des inconvénients induits par cette modification pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement n'étaient pas disponibles.

Il ne pouvait être établi, à ce stade, que cette modification notable pouvait être considérée comme substantielle au sens de l'article R181-46 du Code de l'environnement.

Il ne pouvait donc être proposé de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation administrative en déposant un dossier d'autorisation environnementale au titre de l'article L171-7 du Code de l'environnement.

I- Justificatifs attestant du respect de l'APMED

Par courrier reçu le 5/12/2022, l'exploitant a informé le préfet qu'il avait transmis le 23/11/2022 un dossier de porter-à-connaissance (PAC) des modifications intervenues au titre de la rubrique 2661-2. Selon ce PAC, la quantité maximale susceptible d'être traitée est de 55 t/j (régime : enregistrement) et cette modification notable n'est pas considérée comme substantielle. Le dossier de PAC inclut une revue des dispositions à l'AM du 27/12/2023 (2661, régime E). Ce dossier est en cours d'instruction par l'IIC.

II- Retour à la conformité

L'exploitant a remis lors de la visite un suivi des quantités de matières traitées quotidiennement pour le sciage et broyage des profilés en 2023 qui montre un respect de la quantité maximale déclarée dans le PAC du 23/11/2022 (< 55 t/j).

Observations :

=> Compte tenu des constats de la présente inspection, l'IIC considère que les dispositions des art. 1 et 2 de l'APMED du 24/08/2022 sont respectées sur ce point.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Situation administrative : rubrique 2663 - Constat du 13/10/2015

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/02/2009, article 1.1.4

<p>Thème(s) : Situation administrative, Rubrique 2663-2b</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : lors de la visite d'inspection du 23/06/2022 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Prescription contrôlée : <u>AP : 2663-2b : régime D</u> 1 000 m³ < Volume stocké < 10 000 m³ dont : - Profilés en stockage couvert : 2 500 m³ - profilés en stockage extérieur : 2 300 m³ - granulés : 260 m³ - pièces injectées : 60 m³</p> <p><u>Rubrique 2663 actuellement en vigueur</u> Pneumatiques et produits dont 50% au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510 : 2. Dans les autres cas et pour les pneumatiques, le volume susceptible d'être stocké étant : a) Supérieur ou égal à 10 000 m³ : E b) Supérieur ou égal à 1 000 m³ mais inférieur à 10 000 m³ : D</p> <p><u>APMED du 24/08/2022</u> Art. 1 : La société SOCREDIS, exploitant des installations de fabrication et de transformation de matières plastiques, située zone industrielle des Malembardières sur la commune de Trélazé, est mise en demeure de respecter : II - les dispositions de l'article R181-46 du Code de l'environnement susvisé : Dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté, en portant à la connaissance du Préfet de Maine-et-Loire les modifications intervenues au titre : - des rubriques 2661-2 et 2663-2 avec tous les éléments d'appréciation conformément aux dispositions de l'article R181-46 du Code de l'environnement afin de confirmer leurs caractères non-substantiels, Art. 2 : L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, dans les délais mentionnés à l'article 1 à compter de la notification du présent arrêté, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1.</p>
<p>Constats : <u>Inspection du 23/6/2022</u> Dans le cadre des suites de la visite du 13/10/2015, il avait été demandé à l'exploitant par courrier préfectoral du 12/8/2016 de transmettre un tableau récapitulatif du classement de ses installations et transmettre le cas échéant une demande de modification au titre de cette rubrique. En effet, il apparaissait dans les éléments transmis par l'exploitant que le volume maximal théorique du stockage était de 7 760 m³ (soit supérieur au volume maximal autorisé de 2 300 m³ pour le stockage extérieur) et que celui des granulés était de 1 230 m³ (intérieur des bâtiments et extérieur) pour un volume maximal autorisé de 260 m³. Aucun élément n'avait été transmis par l'exploitant. Lors de la visite, l'exploitant avait remis un suivi des stockages des profilés (intérieur et extérieur), des granulés et des pièces injectées depuis le 1/9/2016. Il en ressortait : - l'absence de dépassement du régime de l'enregistrement (10 000 m³) pour les volumes stockés sur cette période (régime inchangé) avec un stockage maximal d'environ 9 200 m³ au 1/9/2018, le respect du volume maximal autorisé (2 500 m³) pour les profilés en stockage intérieur. Toutefois, il était relevé: - l'absence du respect du volume maximal autorisé (2 300 m³) pour les profilés en stockage extérieur, la quantité maximale étant de 7 500 m³ au 1/9/2018, - l'absence du respect du volume maximal autorisé (260 m³) pour les granulés, la quantité maximale étant de 1 400 m³ au 1/9/2022, - l'absence du respect du volume maximal autorisé (60 m³) pour les pièces injectées, la quantité maximale étant de 185 m³ au 1/3/2022. Ces modifications notables n'avaient pas été portées à la connaissance du préfet avant leur réalisation avec l'ensemble des éléments d'appréciation conformément à l'article R181-46 du</p>

Code de l'environnement. Il était à noter que :

- cette extension de capacité ne dépassait pas le seuil de l'enregistrement de cette rubrique (10 000 m³), il n'était donc pas nécessaire de réaliser un examen au cas par cas au titre de la rubrique 1 du tableau annexé à l'art. 122-2 du Code de l'environnement,
- la nature des dangers et des inconvénients induits par cette modification pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du Code de l'environnement n'étaient pas disponibles. Il ne pouvait donc être établi, à ce stade, que cette modification notable pouvait être considérée comme substantielle au sens de l'article R181-46 du Code de l'environnement. Il ne pouvait donc être proposé de mettre en demeure l'exploitant de régulariser sa situation administrative en déposant un dossier d'autorisation environnementale au titre de l'article L171-7 du Code de l'environnement.

I- Justificatifs attestant du respect de l'APMED

Par courrier reçu le 5/12/2022, l'exploitant a informé le préfet qu'il avait transmis le 23/11/2022 un dossier de porter-à-connaissance (PAC) des modifications intervenues au titre de la rubrique 2663-2. Selon ce PAC, le volume susceptible d'être stocké est de 9 870 m³ (régime : déclaration) et cette modification notable n'est pas considérée comme substantielle. Le dossier de PAC inclut une revue des dispositions à l'AM du 14/01/2000 (2663, régime D). Ce dossier est en cours d'instruction par l'IIC.

II- Retour à la conformité

La nouvelle organisation des stockages des profilés (intérieur et extérieur), des granulés et des pièces injectées décrite dans le PAC précité et reprise sur un plan annexé à ce dernier est la suivante :

- En extérieur : Stockage de profilés = 7 000 m³ et Stockage de granulés = 200 m³.
- Dans le bâtiment : Stockage de profilés = 800 m³, Stockage de granulés = 1 300 m³, Stockage de pièces injectées = 200 m³, Stockage de joints = 200 m³, Stockage de matières premières compound = 100 m³ de « one-pack » et 70 m³ de « modifiant choc »

Cette nouvelle organisation ainsi que le suivi des volumes présents sur le site n'étaient pas effectifs au jour de la visite compte-tenu de l'absence de décision préfectorale sur son dossier de PAC du 23/11/2022.

Observations :

=> Compte tenu des constats de la présente inspection, l'IIC considère que les dispositions des art. 1 et 2 de l'APMED du 24/08/2022 sont respectées sur ce point. Toutefois, l'exploitant doit veiller à exploiter ses installations conformément à son dossier de porter à connaissance du 23/11/2022 (cf fiche de constat mesures relatives au stockage des produits finis à l'extérieur).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Contrôle des rejets atmosphériques - Constat de l'inspection du 13/10/2015

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/02/2009, article 3.2.4

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques

Point de contrôle déjà contrôlé :

lors de la visite d'inspection du 23/06/2022

type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

L'exploitant s'assure régulièrement du respect de ses émissions atmosphériques par des mesures effectuées par un organisme agréé à une fréquence au minimum annuelle sur les principaux postes émetteurs et dans des conditions représentatives de l'activité. Les résultats de ces mesures ainsi que le justificatif que plus de 80% des poussières émises sont captées sont classés dans un registre tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Inspection du 23/06/2022

Lors de l'inspection de 2015, il avait été constaté que les rejets atmosphériques n'avaient pas fait l'objet d'un contrôle depuis 2010. Un arrêté préfectoral de mise en demeure avait été pris à l'issue de cette inspection. Il avait été proposé au préfet de le lever par courrier du 11/07/2016 compte tenu que l'exploitant avait transmis par courrier du 30 mai 2016 le rapport de contrôle des rejets à l'atmosphère.

<p>Au jour de la visite, il n'y a pas eu de contrôle des rejets atmosphériques depuis le rapport précité (contrôle des rejets atmosphériques par Socotec le 4/2/2016 des extracteurs des ateliers n°1 et 2 et des lignes plaxage 1, 2 et 3). L'exploitant ne respectait pas la fréquence annuelle de contrôle. Lors de la visite, l'exploitant avait indiqué avoir commandé auprès de l'Apave une campagne d'analyses (justificatif non présenté). Par courrier électronique du 04/07/2022, l'exploitant avait transmis les bons de commande des 09-30/06/2022 auprès de la société APAVE pour la réalisation d'une campagne d'analyses de ses rejets atmosphériques (date d'intervention non précisée).</p> <p>=> Respecter la fréquence annuelle de contrôle des rejets atmosphériques.</p> <p>=> Transmettre le rapport de contrôle des analyses de rejets atmosphériques réalisé en 2022.</p> <p><u>Par courrier reçu le 5/12/2022</u>, l'exploitant a transmis les rapports réalisés par l'APAVE (du 8/9/2022 pour l'atelier plaxage et du 28/06/2022 pour les rejets des extracteurs n°1 et n°2 de l'atelier compound et des silos de résine et de craie).</p> <p><u>Par courriel du 7/12/2023</u>, l'exploitant a transmis le rapport de mesures des rejets atmosphériques du 07/12/2023 par l'APAVE pour les rejets des extracteurs n°1 et n°2 de l'atelier compound, des silos de résine et de craie et des 2 points de rejets de l'atelier plaxage.</p> <p><u>Lors de visite</u>, il a été rappelé à l'exploitant de respecter la fréquence annuelle de contrôle.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Bruit : contrôle des niveaux sonores - analyse du bruit résiduel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/02/2009, article 6.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <p>lors de la visite d'inspection du 23/06/2022</p> <p>type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant s'assure régulièrement du respect des niveaux sonores précisés par les articles 6.2.1, 6.2.2 et 6.2.3 par des mesures effectuées par un organisme agréé. Les résultats de ces mesures sont consignés dans un rapport de mesurage au sens de la norme NF S31-010 et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>La vérification du respect des valeurs et émergences limites de bruit se fera à une fréquence au minimum triennale pour les points indiqués par le présent arrêté. La méthode retenue est celle dite « de contrôle » selon la norme NF S 31-010. L'analyse du bruit résiduel sur le point 1 doit être effectué systématiquement pendant l'arrêt des installations et dans des conditions horaires proches de la réalisation de la mesure de bruit ambiant.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Inspection du 23/06/2022</u></p> <p>Le dernier contrôle des niveaux sonores réalisé par Socotec les 11 et 18 février 2016 précisait que la mesure du bruit résiduel n'avait pas été effectuée pendant l'arrêt des installations (installations fonctionnant 24 h/24 du lundi au vendredi) mais en un lieu proche de la zone à émergence réglementée (ZER) dans un environnement acoustique similaire à la mesure de bruit ambiant et en l'absence de bruit particulier (bruit de l'établissement au point P4 (point non localisé sur un plan du rapport)).</p> <p><u>Par courrier électronique du 4/7/2022</u>, l'exploitant a indiqué que la prochaine analyse de bruit résiduel sera réalisée le 22/7/2022 par Socotec, date à laquelle l'entreprise serait fermée.</p> <p>=> Réaliser l'analyse du bruit résiduel sur le point 1 (point en ZER) systématiquement pendant l'arrêt des installations et dans des conditions horaires proches de la réalisation de la mesure de bruit ambiant.</p> <p><u>Par courrier reçu le 5/12/2022</u>, l'exploitant a transmis le contrôle des niveaux sonores réalisé du 19 au 27/07/2022 par SOCOTEC (cf fiche de constat Bruit : émergence et niveaux de bruit). Les mesures de bruit résiduel ont été réalisées pendant des plages d'arrêt de l'activité du site.</p> <p><u>Au jour de la visite</u>, l'exploitant a indiqué que la prochaine campagne de mesures serait effectué en 2025.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Bruit : émergence et niveaux de bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/02/2009, articles 6.2.1 et 6.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Prescription contrôlée : <u>Article 6.2.1. Valeurs Limites d'émergence</u> Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau figurant à l'article 6.2.1, dans les zones à émergence réglementée. Cf tableau de l'AP <u>Article 6.2.2. Niveaux limites de bruit</u> Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée : Cf tableau de l'AP Les zones à émergence réglementée et les points de mesure sont définis sur le plan annexé au présent arrêté.
Constats : <u>Par courrier reçu le 5/12/2022</u> , l'exploitant a transmis le contrôle des niveaux sonores réalisé du 19 au 27/07/2022 par SOCOTEC qui montre : - un respect des niveaux de limites de bruit aux 2 points en limite de propriété (LP1 et LP2) en période diurne et nocturne, - un respect des niveaux de limites de bruit au point n°1 en ZER (LP1 et LP2) en période diurne, - un respect des valeurs limites d'émergence au point ZER au nord-est du site situé 7 square des Malembardières (correspondant au point 1 de la carte en annexe de l'arrêté préfectoral du 11/02/2009) en période diurne. <u>Cependant, des dépassements sont notés au niveau du point n°1 en ZER : 51 dB(A) de nuit (pour un niveau de limite de bruit de 50 dB(A)) et une émergence de 7,5 dB(A) (pour une émergence admissible de 3 dB(A)).</u> Les mesures de bruit résiduel ont été réalisées pendant des plages d'arrêt de l'activité du site. Même si la source de bruit est incertaine (voie de circulation à proximité) selon l'exploitant, des recherches de solutions pour limiter les émissions sonores ont été entreprises et en particulier l'installation de silencieux sur les surpresseurs. <u>Au jour de la visite</u> , l'exploitant a présenté la facture du 20/10/2022 relative à la commande de 2 silencieux dont il a été constaté la présence dans le local surpresseurs. Il a indiqué qu'il n'avait pas reçu de plainte sur cette thématique tout comme la DREAL et qu'une nouvelle mesure serait effectuée en 2025.
Observations : => S'assurer de l'efficacité des mesures correctives mises en place suite au dernier contrôle des niveaux sonores effectué du 19 au 27/07/2022 en réalisant de nouvelles mesures acoustiques avant décembre 2025.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 17 : Détection incendie : vérification

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/02/2009, article 7.3.8
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : lors de la visite d'inspection du 23/06/2022 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Conformément aux engagements dans l'étude de dangers, aux préconisations de cet arrêté, et le cas échéant en renforçant son dispositif, l'exploitant met en place un réseau de détecteurs en nombre suffisant avec un report d'alarme. Ces dispositions s'appliquent notamment pour la détection incendie des ateliers de granulation, d'extrusion, de stockage des matières premières, des produits finis, de la zone de broyage, de plaxage et de la zone fabrication d'outillage. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations

d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.
Constats : <u>Inspection du 23/06/2022</u> La dernière vérification semestrielle avait été effectuée le 19/01/2022 par la société AVISS Services. Le rapport associé présentait les observations suivantes : "Boucles de détection : prévoir nettoyage des 3 linéaires Z15 (production compound), devis en cours pour le changement de technologie (passage en aspiration)". Lors de la visite, l'exploitant avait indiqué que le devis de changement de technologie avait été établi (non présenté), il n'avait pas fait l'objet d'un bon de commande. => Maintenir l'efficacité dans le temps du système de détection incendie en engageant les actions correctives nécessaires suite à la dernière vérification du 19/01/2022 par la société AVISS Services. <u>Par courrier reçu le 5/12/2022</u> , l'exploitant indiquait que les bons d'intervention suite aux levées de réserves seraient envoyés à l'administration des ICPE dès leur réception. Des devis étaient en cours. <u>Au jour de la visite</u> , il a pu être constaté que la dernière vérification semestrielle avait été effectuée le 13/12/2023 et comportait une seule observation relative au changement de technologie précitée. L'exploitant a indiqué que des devis étaient toujours en cours.
Observations : => Maintenir l'efficacité dans le temps du système de détection incendie en engageant les actions correctives nécessaires suite à la dernière vérification du 13/12/2023.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 18 : Protection des milieux récepteurs : test vanne d'isolement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/02/2009, article 7.5.7
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des eaux d'extinction
Point de contrôle déjà contrôlé : lors de la visite d'inspection du 23/06/2022 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure au moins une fois par an du bon fonctionnement de l'isolement des zones de rétention associées à : - l'atelier granulation par rapport aux eaux du ruisseau du Lapin ; - l'évacuation des eaux pluviales de la partie est du site vers le réseau d'eau pluviale menant au bassin tampon de la zone industrielle
Constats : <u>Inspection du 23/06/2022</u> Seul le bassin de rétention principal du site dispose d'un exutoire avec le milieu extérieur. Selon l'exploitant, il serait équipé en sortie d'une vanne d'isolement (non visualisée) qui n'était pas signalée. Il n'était pas réalisé de tests annuels afin de s'assurer de son bon fonctionnement. => S'assurer du bon fonctionnement de l'isolement du bassin de rétention principal du site d'une capacité minimale de 1 500 m³ en réalisant des tests au moins annuels de sa vanne d'isolement (les enregistrements associés devront être tenus à la disposition de l'IIC). <u>Par courrier reçu le 5/12/2022</u> , l'exploitant a transmis le registre de suivi des tests annuels de la vanne d'isolement mis en place (un test renseigné en date du 2/9/2022). <u>Lors de la visite</u> , il a pu être constaté que le dernier test de fermeture de la vanne d'isolement avait eu lieu le 15/11/2023 selon le registre consulté. <u>L'exploitant a indiqué qu'il ne s'assurait pas que l'ensemble des personnes formées et susceptibles de manœuvrer cette vanne participait à ces tests.</u> Un test de fermeture de la vanne a été réalisé lors de la visite (cf fiche de constat Protection des milieux récepteurs : actionnement vanne).
Observations : => S'assurer que l'ensemble des personnels susceptibles de manœuvrer la vanne d'isolement du site participent aux tests annuels et en assurer une traçabilité.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 19 : Protection des milieux récepteurs : actionnement vanne

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/02/2009, article 7.5.7
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des eaux d'extinction
Point de contrôle déjà contrôlé : lors de la visite d'inspection du 23/06/2022 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Les organes de commande nécessaire à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.
Constats : <u>Inspection du 23/06/2022</u> Seul le bassin de rétention principal du site dispose d'un exutoire avec le milieu extérieur. Selon l'exploitant, il serait équipé en sortie d'une vanne d'isolement qui n'avait pas pu être visualisée lors de la visite compte tenu qu'elle n'était pas accessible en toutes circonstances. En effet, il était nécessaire de disposer d'outils indisponibles au niveau du bassin pour ouvrir le regard et pour manipuler la vanne. A ce jour, il n'existait pas de procédure ou consigne définissant l'organisation de l'exploitant pour actionner cette vanne en toutes circonstances. => Définir dans une procédure ou une consigne les modalités de mise en œuvre en toutes circonstances de la vanne d'isolement du site. <u>Par courrier reçu le 5/12/2022</u> , l'exploitant a transmis la consigne d'utilisation de la vanne mise en place à proximité du bassin. Il indiquait également que 4 personnes avaient été formées à ce titre en 2022. <u>Lors de la visite</u> , l'exploitant a confirmé qu'il y avait toujours que 4 personnes appartenant au service maintenance formées à la mise en œuvre de la vanne d'isolement du site. Il a pu être constaté la présence de la consigne à proximité de l'emplacement de la vanne. Un test a été réalisé lors de la visite (fermeture constatée). Toutefois, <u>l'opérateur a éprouvé des difficultés à enclencher l'outil pour pouvoir manœuvrer la vanne alors que le test n'a pas été effectué de nuit, ni en situation d'urgence, ni par un autre opérateur n'ayant pas connaissance de la technique particulière d'enclenchement de l'outil pour actionner la vanne.</u>
Observations : => S'assurer de la mise en œuvre en toutes circonstances de la vanne d'isolement du site par les opérateurs dédiés à cette action de mise en sécurité.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 20 : Rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/02/2009, article 7.4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Rétention
Prescription contrôlée : Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : - dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50% de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20% de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en

<p>permanence.</p> <p>Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.</p> <p>Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans le cadre de la revue de conformité par rapport aux dispositions de l'arrêté ministériel de prescriptions générales 2663 (régime enregistrement) transmis avec le dossier de porter à connaissance de novembre 2022, il avait été relevé par l'exploitant l'absence d'un bac de rétention sous un stockage de produits corrosif dans le local pompe.</p> <p><u>Lors de la visite</u>, l'exploitant a indiqué avoir supprimé ce stockage. Lors du contrôle par sondage des installations, il n'a pas été constaté de désordre particulier sur ce point et notamment dans le local pompe (absence de stockage corrosif).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 21 : Protection des réseaux d'eau potable

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/02/2009, article 4.1.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Protection des réseaux d'eau potable</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bac de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Le plan des réseaux transmis en décembre 2022 ne précise pas l'emplacement du dispositif d'isolement du réseau des eaux industrielles avec le réseau d'adduction en eau potable.</u> Cet équipement devait être installé par le service maintenance en décembre 2022 selon l'engagement pris par l'exploitant à l'issue de la revue de conformité avec les prescriptions générales de l'arrêté ministériel 2663 (régime déclaration) transmis avec le dossier de porter à connaissance du 23/11/2022.</p> <p><u>L'exploitant a confirmé lors de la visite qu'il n'y avait toujours pas de dispositif de cette nature installé et qu'il s'engageait à l'installer rapidement.</u></p>
<p>Observations :</p> <p>=> Installer un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bac de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique ou dans les milieux de prélèvement.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>

N° 22 : Plan de gestion de solvants

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, PGS</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Selon le dossier de porter à connaissance transmis fin 2022, la consommation annuelle de solvants</p>

est estimée à 1 540 L. <u>Lors de la visite</u> , l'exploitant a confirmé que sa consommation annuelle de solvants était supérieure à 1 tonne (1 450 L en 2023) et qu'il n'avait pas mis en place de plan de gestion de solvants.
Observations : => Mettre en place un plan de gestion de solvant et le tenir à la disposition de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 23 : Prévention des pertes de granulés de plastique industriel (GPI)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article D541-362
Thème(s) : Risques chroniques, Procédures
<p>Prescription contrôlée : Art. D541-360 Pour l'application de l'article L. 541-15-11 et au sens de la présente sous-section, on entend par : 1° " Plastique ", un matériau constitué d'un polymère tel que défini à l'article 3, point 5, du règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006, auquel des additifs ou autres substances peuvent avoir été ajoutés, et qui peut jouer le rôle de composant structurel principal de produits finaux, à l'exception des polymères naturels qui n'ont pas été chimiquement modifiés ; 2° " Granulés de plastiques industriels ", les matières plastiques commercialisées sous différentes formes, dont les dimensions externes sont supérieures à 0,01 mm et inférieures à 1 cm ; 3° " Sites de production, de manipulation et de transport ", les sites industriels où sont fabriqués, manutentionnés, stockés, utilisés, ou transformés des granulés de plastiques industriels et au sein desquels la quantité totale de granulés de plastiques industriels susceptible d'être présente est supérieure à 5 tonnes, ainsi que les aires de lavage de citernes, fûts et autres contenants de transport de granulés de plastiques industriels.</p> <p>L541-15-11 I.-A compter du 1^{er} janvier 2022, les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements et de procédures permettant de prévenir les pertes et les fuites de granulés dans l'environnement.</p> <p>Art. D541-362 Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement. Ces procédures visent à : a) Identifier les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement ; b) Vérifier périodiquement que les emballages utilisés pour le stockage et le transport des granulés de plastiques industriels sont conçus et manipulés de sorte à minimiser le risque de dissémination de ces granulés dans l'environnement ; c) Confiner et ramasser tout granulé de plastique industriel répandu accidentellement dans l'enceinte du site ; d) Procéder régulièrement au nettoyage des bassins de rétention situés en amont des équipements mentionnés au premier alinéa de l'article D. 541-361 et des abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant ; e) Inventorier et s'assurer régulièrement du bon état de fonctionnement des équipements et dispositifs mentionnés à l'article D. 541-361 ; f) Former et sensibiliser, notamment par voie d'affichage, le personnel et les tiers intervenant sur le site ; g) Réaliser des contrôles internes semestriels de ces procédures. Les procédures mentionnées aux précédents alinéas sont adaptées aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites.</p>
Constats :

<p>Par courrier reçu le 5 décembre 2022, l'exploitant a transmis le plan de prévention des pertes de granulés plastiques industriels dans l'environnement mis à jour le 21/09/2022 suite à l'inspection du LNE du 6 octobre 2022. Celui-ci décrit notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les zones où des GPI sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement, - les procédures mises en place avec le personnel pour réduire les risques de pertes accidentelles de GPI. <p><u>Lors de la visite</u>, il a pu être constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> - qu'une nouvelle version du plan de prévention des pertes de GPI dans l'environnement version du 1/6/2023 était disponible dont un contrôle par sondage a pu être effectué (cf infra), - au niveau de la zone des silos et d'évolution des poids-lourds : la présence de 2 rétentions mises en place sous les vannes de raccordement des silos et la disponibilité d'un tapis aimanté pour obturer le regard d'eau pluviale (nouveau tapis commandé suite à l'audit du 15/11/2023), - au niveau de l'atelier plaxage et de l'atelier compound : la présence de big-bags pour récupérer les déchets résiduels issus des notamment des balayages ainsi que le mode opératoire associé, - la présence d'affichage pour former et sensibiliser le personnel à la prévention des pertes de GPI, - la réalisation de contrôles internes semestriels (derniers en dates des 15/11/2023 et 25/4/2023) afin de s'assurer du respect du plan précité. Les compte-rendus de ces audits semestriels font état de désordres et de propositions d'amélioration qui font l'objet d'un suivi (<u>l'ensemble des actions correctives n'avait pas été réalisé au jour de la visite</u>).
<p>Observations :</p> <p>=> S'assurer de la levée des anomalies détectées lors des audits semestriels avant le prochain audit.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>

N° 24 : Prévention des pertes de granulés de plastique industriel (GPI)

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article D541-364</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Inspections régulières par un organisme certifié indépendant</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>L541-15-11</u></p> <p>II.-A compter du 1^{er} janvier 2022, les sites mentionnés au I font l'objet d'inspections régulières, par des organismes certifiés indépendants, afin de s'assurer de la mise en œuvre des obligations mentionnées au même I et de la bonne gestion des granulés sur l'ensemble de la chaîne de valeur, notamment s'agissant de la production, du transport et de l'approvisionnement.</p> <p><u>Art. D541-364</u></p> <p>Pour l'application du II de l'article L. 541-15-11, on entend par " inspections régulières ", les audits des procédures mentionnées à l'article D. 541-362.</p> <p>Ces audits sont mis en œuvre conformément aux dispositions du présent article, dans un délai de un an à compter de leur mise en œuvre, puis au moins tous les trois ans, sous la responsabilité de l'exploitant de chaque site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels, par un organisme certificateur qu'il choisit parmi ceux mentionnés à l'alinéa suivant.</p> <p>Les organismes certificateurs habilités à réaliser les audits mentionnés au présent article sont indépendants de l'exploitant du site et accrédités à cet effet par le Comité français d'accréditation (COFRAC), ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (" European Cooperation for Accreditation ", ou " EA "), selon les dispositions de la norme ISO/ IEC 17021 " Évaluation de la conformité-Exigences pour les organismes procédant à l'audit et à la certification des systèmes de management " ou selon les dispositions de toute autre norme ou spécification technique présentant des garanties équivalentes.</p> <p>Ces audits peuvent être réalisés dans le cadre des audits de certification des systèmes de management de la qualité effectués par des organismes certificateurs accrédités conformément aux dispositions du précédent alinéa.</p> <p>Les organismes certificateurs accèdent à toute information ou document nécessaire à leur mission.</p>

L'exploitant met à disposition du public sur son site internet une synthèse de chaque rapport d'audit, en retirant les informations relevant d'un secret protégé par la loi.
<p>Constats :</p> <p><u>Par courrier reçu le 5 décembre 2022</u>, l'exploitant a transmis le rapport d'inspection du 14/11/22 par LNE suite à l'audit du 6/10/2022. Aucune non-conformité n'y a été relevée mais des propositions d'amélioration ont été formulées par le LNE concernant les fréquences de nettoyage des différents ateliers (extrusion et compoundage) qui pourraient être formalisées et la description du système de débouillage et déshuileur qui pourrait être plus complète.</p> <p><u>Lors de la visite</u>, l'exploitant a présenté le plan de prévention des pertes de GPI dans l'environnement qui a été mis à jour notamment suite à l'inspection du LNE (version du 1/6/2023).</p> <p><u>Le site internet de l'exploitant ne met pas à disposition du public une synthèse du rapport de l'audit du 6/10/2022 par le LNE.</u></p>
<p>Observations :</p> <p>=> Mettre à disposition du public sur son site internet une synthèse du rapport de l'audit du 6/10/2022 par le LNE.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites